

Prométhée

numéro 92
novembre 2012

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



Rapport Gallois Programme du Capital

Les électeurs votent, les experts rédigent la feuille de route du gouvernement !

C'est ainsi que fonctionne la « démocratie » à la mode bourgeoise. Cette introduction peut être paraître exagérée, voire caricaturale. Mais c'est bien la morale qui s'impose après la publication du rapport sur la compétitivité confié au grand patron et grand commis de l'État Louis Gallois (1). Les trois grands thèmes vitaux de ce rapport pour le capital sont :

- Réduire le coût du travail
- Épuiser la terre
- Entente cordiale capital-travail.

Réduction du coût du travail ou disparition de la Sécurité sociale

Le point central sur la compétitivité est le transfert massif de la part « patronale » des cotisations sociales vers l'impôt (TVA et/ou CSG). Pour l'instant, François Hollande a choisi le crédit d'impôt pour le capital compensé par la réintroduction de la TVA « sociale ». Si l'on s'en tient à cela on passe à côté de l'essentiel. En effet, la quintessence du rapport Gallois est la vieille revendication du MEDEF, à savoir la suppression de la cotisation sociale avec comme conséquence la disparition de la Sécurité sociale. Cette dernière, dont l'esprit est anticapitaliste (2), constitue le dernier grand service public et représente une manne financière considérable pour les rapaces de la finance.

Cela fait une trentaine d'années que les gouvernements successifs œuvrent à la diminution des salaires soit par la limitation du salaire net soit par la réduction des cotisations sociales. Pour illustrer note propos voici quelques faits toujours en faveur du capital : 1979 gel de la cotisation vieillesse (retraite), 1984 gel de la cotisation santé, 1993 gel de la cotisation chômage, 2001 c'est au tour des retraites complémentaires du privé (Agirc & Arrco). A cela il faut ajouter les exonérations de cotisations qui ont augmentées de façon vertigineuse : 1,9 milliard pour l'année 1992, 30,7 milliards pour l'année 2008.

Dans *Le Monde diplomatique* de novembre 2012, Christine Jakse note que depuis 1982 – date du tournant de la rigueur opéré par tous les partis de gauche – c'est la bagatelle de 1 500 milliards d'euros que le rentier-actionnaire a siphonné dans la poche du salarié-contribuable (3). Ce dernier est désormais sommé de raquer une seconde fois sous prétexte qu'il faudrait payer la dette « publique ».

Par les temps qui courent où tous les serviteurs de l'idéolo-

gie dominante (personnel politique, bureaucrates syndicaux, experts, journalistes, intellectuels de cours) sont partis en croisade contre le coût du travail, il n'est pas inutile de rappeler cette évidence : ce n'est qu'en apparence que le capital paye le travail. La réalité est décrite ainsi par Friedrich Engels : « *Recherchons maintenant avec quoi le capital paie ces salaires "équitablement". Naturellement, avec du capital. Mais le capital ne produit aucune valeur. En dehors de la terre, c'est le travail qui est l'unique source de richesse. Le capital n'est pas autre chose que le fruit du travail accumulé. Il s'ensuit que les salaires des ouvriers sont payés avec du travail.* » (4)

Épuiser la terre

Le second point essentiel du rapport Gallois concerne l'environnement. S'appuyant sur l'envolée des prix du gaz et du pétrole, le rapport plaide ouvertement pour l'exploitation des gaz de schiste, ou connaissant l'engagement présidentiel, pour que « *la recherche sur les techniques d'exploitation des gaz de schiste soit poursuivie.* » Dans sa conférence de presse du 13 novembre, François Hollande n'a pas démenti.

Il s'agirait, selon Louis Gallois, d'être en mesure de concurrencer « *l'amorce de réindustrialisation constatée aux Etats-Unis* ». Peu importe les conséquences, rien ne doit venir s'opposer à la course au profit. Pour une fois, le grand patronat ne dissimule pas ses objectifs illustrant ce que disait Karl Marx : le capitalisme ne peut se reproduire qu'en « *épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* » (5).

Entente cordiale capital-travail

Finalement, ce qui constitue le cœur du rapport Gallois c'est la collaboration de classes, la participation de l'exploité à sa propre exploitation.

Pour le capital, il est nécessaire de réduire au maximum le coût du travail comme le démontrait Karl Marx : « *la tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever le salaire normal moyen, mais de l'abaisser* » (6). Mais ceci est encore insuffisant. Pour que le monde soit comme la concurrence « *pure et parfaite* » il faut que le travailleur ferme sa gueule pendant que ses syndicats collaborent.

Partant du principe que « *les circonstances de la seconde guerre mondiale et de la Libération, avaient permis d'élaborer, en 1946, un Pacte qui a permis les "trente glorieuses"; chacun sent aujourd'hui que ce Pacte négocié il y a soixante ans est à bout de souffle, qu'il ne fonctionne plus et qu'il fossilise le dia-*

logue social » le rapport Gallois met en chantier l'élaboration d'un nouveau pacte. Pour cela il propose l'entrée de représentants syndicaux dans les conseils d'administration des entreprises. Il s'agit de l'extension de la fructueuse expérience pour le capital de la pratique du « diagnostic partagé » dont le Conseil d'orientation des retraites reste à ce jour le meilleur exemple (7). En effet, n'est-il pas logique de faire confiance à des directions syndicales membres de la Confédération européenne des syndicats qui déclarent soutenir « l'objectif d'assainissement des budgets » (8) ?

Le rapport fonde de sérieux espoirs sur les concertations initiées par François Hollande sur le financement de la protection sociale, la refonte des institutions représentatives des personnels et la précarité généralisée qui se cache sous le label « sécurisation de l'emploi ». Il encourage fortement les « partenaires sociaux » à surmonter les défiances, à « reconnaître la responsabilité et le légitimité de l'autre. »

Cerise sur le gâteau, pour que la docilité du futur salarié soit intégrée dès le plus jeune âge le rapport Gallois propose de « rapprocher le système éducatif des entreprises » et insiste lourdement pour que « les entreprises soient associées à la gouvernance de l'enseignement technique et professionnel au niveau des établissements ».

Conclusion : non seulement le mouton doit accepter de se laisser tondre, mais il doit en plus aiguïser la tondeuse.

Offensive globale du capital

Louis Gallois et son équipe d'experts appointés viennent de rédiger le programme unique de la classe dominante toute entière – quelque soit l'alternance gouvernementale – pour les années à venir. Plus prosaïquement, ils ont traduit en français le programme qui sévit déjà en Grèce, en Italie, au Portugal ou en Espagne.

Ce n'est pas par pure méchanceté que les capitalistes agissent ainsi, c'est parce que la faillite les menace. Alors, guidés par leur avant-garde politique – le MEDEF – ils braillent leur mot d'ordre : On ne lâchera rien ! C'est la fin du compromis historique passé en 1945. Le capital ne peut être ramené à la raison qui fondait ce compromis. Même si les habitudes ont la vie dure, il faut abandonner les chimères qui laissent entendre que le capitalisme est réformable par la vertu, entre autres, d'une refonte du système bancaire pour qu'il ne soit utile qu'à la production ou encore d'un partage des richesses différent de l'actuel.

Aujourd'hui une chose est certaine, cela passe par un mouvement de libération de tous les mythes qui – jusqu'à nos jours – n'ont eu d'autre résultat que d'obscurcir l'émergence de toute conscience de classe. C'est le cas du mythe de la révolution par les urnes comme celui du grand soir qui, comme par miracle, fusionnera les « escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché » (9).

Après la grève de masse de l'hiver 1995, à *Prométhée* nous nous posions – déjà – cette question : « le cœur de tous nos projets ou programmes politiques est-il bien l'abolition de la propriété privée des moyens de production ? Quand on revendique la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, du travail pour tous, le droit à la santé, celui au logement ou celui à l'éducation on combat les excès de la politique bourgeoise. On doit le faire avec toute notre ardeur pour tendre vers un puissant mouvement d'ensemble qui affole dans

les couloirs des ministères et de la bourse. Mais ne risque-t-on pas, involontairement, de limiter la portée de ce mouvement pouvant déraiper dans l'ornière de l'opportunisme ? Ce dernier sous-estime les capacités révolutionnaires des travailleurs et engendre le scepticisme envers l'indispensable révolution, dont on ne parle jamais parce qu'elle n'est pas encore à l'ordre du jour. Il combat les effets mais ignore les causes développant ainsi un empirisme adaptable au jour le jour » (10).

Des nombreux et puissants mouvements de contestation de la politique d'austérité permanente qui secouent certains États membres de l'Union européenne peut naître une contre-offensive générale si, et seulement si, la classe ouvrière européenne parvient d'une part à se fixer l'objectif d'en finir avec le régime politique de la propriété privée et d'autre part à se donner les moyens de son auto-organisation. Ça commence par briser les idoles modernes du dieu Capital : Sainte Compétitivité et Sainte Gouvernance.

Emile Fabrol

1.- Louis Gallois adhère à la CFDT et au PS à l'ENA (École nationale d'administration). Directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement (en 1981 à la Recherche, et en 1988 à la Défense). PDG de la SNECMA en 1989, puis de l'Aérospaciale en 1992. En 1996, après le mouvement de masse de décembre 1995, Alain Juppé le nomme président de la SNCF où il parvient à négocier un pacte social avec la CGT. En 2006, Jacques Chirac le propulse à la tête de EADS. En 2012, François Hollande fait appel à ses services.

2.- La Sécurité sociale fonctionne selon le principe de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins.

3.- Ces 1 500 milliards se répartissent ainsi : 1 100 pour les salaires nets et 400 pour les cotisations sociales

4.- Article paru vers 1880. Reproduit dans *Salaires, prix et profit* aux Éditions sociales, 1969, page 79.

5.- *Le Capital*, Livre Premier, 4e section, chapitre XV, Éditions Sociales, 1976, page 361.

6.- *Salaires, prix et profit* aux Éditions sociales, 1976, page 74.

7.- Sans ce « diagnostic partagé » il n'est pas certain que le patronat ait pu obtenir : l'augmentation du nombre d'années de cotisation, le passage à 62 ans de l'âge de départ à la retraite et surtout... la baisse des pensions.

8.- <http://www.etuc.org/a/10440>

9.- Karl Marx, *Salaires, prix et profit* aux Éditions sociales, 1976, page 73.

10.- *Prométhée*, numéro 29, 2e trimestre 1997.

Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « en classe et donc en parti politique ».



Site Internet : <http://www.promethee-1871.com>

Prenez contact avec nous : club.promethee@gmail.com

Date de bouclage : 18 novembre 2012

Directeur de la publication : Emile Fabrol - ISSN : 1142-2254